

Lettre

rouge

n°131, 23 janv 2008

Le 29, pour ne pas payer leur crise...

Bouquin...

Olivier Besancenot
Daniel Bensaïd



Ce livre n'est pas le manifeste du Nouveau Parti Anti-capitaliste. Il s'agit d'une contribution sur ce que pourrait être le socialisme du XXI^{ème} siècle, à la lumière de la situation actuelle

**16 euros,
tarif réduit auprès des militants**

Le mécontentement qui gronde dans le pays a rendez-vous le 29 janvier, pour s'exprimer le plus puissamment possible lors de la journée interprofessionnelle de grève. Il s'agit de faire de cette journée un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs, précaires, chômeurs, jeunes, postiers en lutte contre la privatisation, hospitaliers contre la casse de l'hôpital public, salariés de l'automobile victimes du chômage partiel pour donner toujours plus aux actionnaires... Pour une grève générale qui prenne une dimension politique, celle de la contestation du gouvernement Sarkozy, tout dévoué aux fauteurs de crises. Convergence des mobilisations, mais aussi convergence de nos exigences, qu'il s'agit de discuter dans toutes les assemblées de mobilisation. La "Déclaration commune de propositions et de revendications" des directions syndicales est bien en deçà des besoins. Les travailleurs ont toute légitimité à revendiquer 300 euros pour tous et qu'il n'y ait pas de salaires inférieurs à 1500 euros. Il n'y a aucune raison d'accepter les licenciements, qui n'ont d'autre but que de permettre aux patrons de sauvegarder leurs profits ou à l'État de faire des économies. Il faut interdire les licenciements, garantir à tous un emploi en partageant le travail existant et en embauchant dans les services publics. Imposer une augmentation générale des salaires et des retraites, la garantie d'un revenu et d'un travail pour toutes et tous. Cela suppose de ne pas craindre de s'en prendre à la propriété privée, en plaçant sous le contrôle de l'État et de la population les banques et le crédit, en fermant le casino des financiers spéculateurs, la Bourse.

Un nouveau parti anti-capitaliste...

Sarkozy prétend "moraliser le capitalisme et non pas le détruire", car il sent la colère monter au moment où le gouvernement trouve des milliards pour les banquiers, et rien pour les salariés. Darcos a dû reculer sur la réforme des lycées. Avec l'exemple grec, la mobilisation lycéenne lui faisait peur, qui pouvait être l'étincelle... Tous ensemble, grève générale, prendre dans les profits pour garantir un revenu et un emploi à tous, affirmer les solutions ouvrières à la crise... Pour les mobilisations sociales, c'est aussi autour de ces débats qu'il faut construire ensemble le nouveau parti anti-capitaliste. **La crise c'est eux, la solution c'est nous. Grève générale !**



>Renault > Poste

>page 2

>Education nationale

>Grande Paroisse>page 3

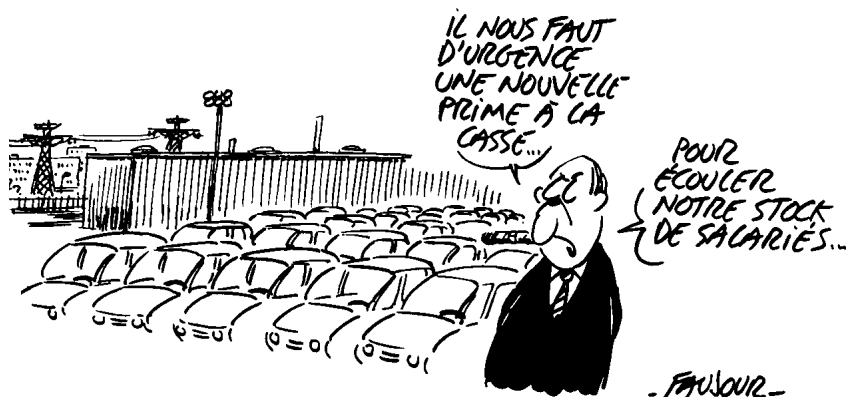
**Dossier
>Palestine...**

>page 4-5

**>Eau>Dal
>Santé>Répression**

>page 6-7

Chomage partiel Indemnisation à 100%



En prenant dans les profits

Mondial de l'automobile, accueil de Sarkozy à Sandouville, Conseil Régional envahi par les Renault...

Alors que Renault fait 2 milliards de bénéfices, la crise est l'occasion d'une attaque tous azimuts contre les salariés. L'enjeu, l'exacerbation de la concurrence qui se dessine derrière la crise, pour remodeler le visage de l'automobile mondiale.

Ce n'est pas aux salariés de payer les 3-4 semaines de chômage partiel.

● **Malgré la crise économique**, le cours de son action qui perd 70%, Renault va engranger autour de 2 milliards d'euros de bénéfices en 2008. Alors quand la direction veut faire payer aux salariés le recul de la production, 40% sur le dernier trimestre 2008, à travers 3-4 semaines de chômage partiel, il n'y a pas de raison de l'accepter. Une baisse de salaires de 300-400 euros en moyenne mensuelle, ou la perte du crédit temps accumulé à cause des RTT jamais prises, le choix proposé par la direction, c'est toujours faire payer la crise aux travailleurs. Alors après la montée tonitruante au mondial de l'automobile, lundi 8 décembre, 300 salariés de Renault Cléon et Sandouville ont investi le Conseil Régional. Un Conseil Régional où les élus, de droite comme de gauche, votent régulièrement de grasses subventions à Renault. L'objectif, mobiliser dans l'unité, redonner le goût du collectif, mais aussi demander aux élus de faire pression sur l'Etat actionnaire et le Pdg autour de l'exigence de l'indemnisation du chômage partiel à 100%. Un exigence qui n'a pas du tout plu à Alain Le Vern, président socialiste du Conseil Régional.

"Les salariés n'ont pas à payer de leur poche les dégâts de la crise économique. Une crise, qui a d'ailleurs bon dos, une crise qui sert d'alibi au patronat de la filière auto, lui permettant de restructurer, de licencier, de délocaliser" expliquait la déclaration de la CGT Renault. "Pertes de salai-

re importantes, oscillant de 300 à 400 euros mensuels. On flexibilise un peu plus, on propose l'auto-paiement du chômage en piquant les congés futurs et on impose au final du chômage partiel qu'on indemnise à 50, 60, ou 70 % selon les entreprises. Financer à 100 % le chômage partiel, Renault peut largement le faire! Si 20 000 salariés concernés par le chômage partiel devaient chômer durant une année entière en perdant 350 euros par mois, le manque à gagner représenterait 84 millions d'euros! Une bagatelle comparée aux 913 millions d'euros versés aux actionnaires en 2008 et au 1300 millions d'euros promis pour 2009! Indemnisation du chômage partiel à 100 % et l'interdiction des licenciements."

Lors des Etats généraux de l'automobile, le gouvernement a promis 5-6 milliards d'euros aux patrons de l'automobile, qui font pourtant des bénéfices. La seule contrainte, ne pas fermer d'usine. Il n'a pas dit ne pas licencier! Mais ce qui se discute aussi, c'est la suppression de la taxe professionnelle (au risque de mettre dans le rouge les collectivités territoriales dont c'est 40% des ressources), des réductions de "charges sociales" (en clair, moins pour la Sécu) et une amélioration de la productivité (déjà très haute, avec son cortège de souffrance au travail et de suicides...). La crise à bon dos, elle sert à attaquer les travailleurs dans la course à la compétitivité...

Sotteville...

Ecole Michelet en lutte...

● **Les parents et enseignants** de l'école Michelet à Sotteville sont très mobilisés. Ils ont organisé un pique-nique très réussi samedi midi 17 janvier dans l'école avant de partir, en force, à la manifestation de l'Education nationale. Leurs revendications ne sont pas locales mais générales, contre les attaques du gouvernement. Ils sont surtout scandalisés par la suppression des RASED mais prêts à lutter également contre tout ce qui sacrifie l'école et l'intérêt des enfants aux calculs d'un gouvernement qui veut récupérer de l'argent sur le service public pour le donner aux banquiers.

Poste...

La Poste prépare la privatisation...

● **La Poste augmente la productivité**, baisse la masse salariale, ferme des bureaux, concentre la distribution, mécanise le tri, mutualise les services administratifs et financiers... pour préparer l'établissement public à tomber bien rentable entre les mains des futurs actionnaires. Rien que dans l'agglomération rouennaise, avec les tournées de facteurs supprimées, l'allongement des collectes de courrier, la mécanisation du tri, ce sont plusieurs centaines d'emplois qui risquent de disparaître cette année. Il faut y ajouter les 109 emplois en moins que viennent d'apprendre les agents du centre financier, dus à la perte du service production aux "chèques postaux". A Saint Etienne du Rouvray, les agents du tri ont engagé la lutte contre

les conséquences de la transformation du centre de tri en "PIC" (plate forme industrielle courrier). La direction a en effet décidé de bouleverser les régimes de travail de la nuit et du jour, pour faire travailler les postiers au maximum aux moments les plus intenses. En cassant leurs horaires, La Poste compte récupérer 77 emplois.

Devant la résistance des agents, la direction a recouru à la menace. Le 19 décembre, alors qu'ils étaient en grève, 150 postiers et postières se sont rassemblés devant le centre. Quelques jours plus tard, une vingtaine d'entre eux recevait une lettre recommandée leur annonçant qu'ils étaient l'objet d'une procédure disciplinaire : ils auraient bloqué

Non au Saccage

La mobilisation lycéenne a fait reculer Darcos. Peur d'une étincelle. Peur de l'exemple grec. Le gouvernement craint une mobilisation, surtout quand elle n'est pas encadrée par des directions syndicales "responsables". Cela nous montre l'exemple à suivre, celui d'une mobilisation tous ensemble, déterminée, unie et contrôlée par la base...

● **Oui à un service public d'enseignement de qualité** La grève du 20 novembre dans l'Education avait été très suivie. Il faut dire que les attaques s'accumulent à tous les échelons de la maternelle à l'université. Dans le premier degré, le mécontentement est fort : menaces de suppression de classes de maternelles, suppression des samedis matin avec report de cours de soutien sur l'heure du midi, avant ou après la journée de classe, protocole de remplacement des enseignants par des personnels non enseignants, service minimum; évaluation des élèves de CM2, y compris sur des sujets non étudiés, révision des contenus des programmes et enfin, la suppression des RASED, réseaux d'aide aux élèves en difficultés. Il faut ajouter les propos insultants du ministre à l'égard des personnels d'enseignement.

Dans le second degré, il y a d'abord eu la réforme des bacs professionnels, dont la formation est passée de 4 à 3 ans avec suppression des BEP ; réforme appliquée au pas de charge dès la rentrée 2008 et généralisée en 2009, avec la suppression systématique partout des BEP et sans création de Bac Pro 3 ans en nombre équivalent. Les élèves des lycées professionnels seront les victimes de cette réforme, car il y aura beaucoup moins d'offres de formation et une baisse de la qualité. Quand à ceux qui ne pourront pas suivre en Bac Pro, pas de création de CAP.

un camion. La fausseté de cette accusation est avérée. Bien des témoins, dont des chauffeurs, ont tenu à l'écrire. Alors les postiers incriminés ont décidé de porter plainte pour dénonciation calomnieuse. Est-ce un hasard si le même genre d'accusation est porté à Nanterre contre trois militants SUD PTT, parmi lesquels Olivier Besancenot ?

Après les mobilisations de l'automne contre la privatisation, Guaino avait semé le trouble en annonçant un report. Puis la commission Ailleret a remis son rapport : transformation en Société Anonyme avec des capitaux publics. Des capitaux publics qui ne sont que l'avant-garde du privé. Sarkozy a annoncé qu'il voulait en finir avant l'été. Le front syndical s'est effrité. La CFDT ne cache plus son accord avec le projet de SA. La CGT a bien tardé avant de sortir de la commission Ailleret. Pour relancer la bagarre, l'idée d'une manifestation



Et puis ce fut la réforme des lycées au pas de charge, ni réfléchi ni pensée. Mais là Darcos est tombé sur un os. Le mécontentement des enseignants et des parents montait. Profs et parents ont commencé à se mobiliser. Et puis surtout les lycéens très nombreux et très mobilisés sont descendus dans la rue, avec grèves et blocages d'établissements. Darcos, qui quelques jours avant, déclarait qu'il ne serait pas "le ministre de l'hésitation nationale" et qu'il resterait droit dans ses bottes, a dû afficher un recul et annoncer la suspension de la réforme des lycées. A juste titre, les lycéens qui ont continué l'action après ont exigé le retrait et non la suspension.

Il faut imposer le retrait de toutes les contre réformes en cours et l'arrêt des suppressions de postes (35 000 pour l'année à venir!). Le mécontentement est profond. Il va s'approfondir encore à l'annonce des DHG (Dotation horaire globale, nombre total d'heures d'enseignement et donc des postes.) et des fermetures de classes. Des actions dans des écoles, des actes de désobéissance civile, une nuit des écoles/établissements le 23 janvier. La colère doit s'exprimer lors de la journée de grève interprofessionnelle du 29 janvier. Mais la mobilisation doit continuer au-delà pour faire céder Darcos.



nationale commence à être discutée. Pour le 29 janvier, à Rouen, SUD PTT a proposé une banderole intersyndicale contre la privatisation. Pour l'instant, l'unité n'est pas réalisée. Le combat doit continuer...

Grève pour les salaires et les conditions de travail...

● Le 21 novembre, les salariés d'un secteur de fabrication se mettent en grève pour une augmentation uniforme de 150 €, alors que GPN fait en 2008 un résultat extraordinaire de 100 millions d'euros. Ils se mobilisent aussi pour l'amélioration des conditions de travail, qui sont particulièrement dégradées dans ce secteur, où certains ateliers sont en fin de vie et les fuites ne se comptent plus... Enfin et surtout, alors que le travail est pénible et que les heures supplémentaires se multiplient, la direction veut imposer la suppression d'un poste, qu'elle avait dû suspendre lors du dernier plan.

A la grève quasi-unanime, la direction répond dès le début du conflit par l'envoi d'un huissier, puis prend elle-même des décisions techniques qui empêchent tout redémarrage des ateliers. Elle invoque une "force contraignante" pour mettre les salariés au chômage et leur retirer la moitié de leur salaire. La direction de GPN, coutumière du lock-out contre la grève, a déjà été condamnée par les prud'hommes, mais elle tente d'intimider les salariés. Le chantage échoue. Les grévistes répondent par le blocage de l'usine et imposent l'ouverture des négociations. Bilan provisoire du conflit : le maintien partiel du poste condamné (3 emplois en 2 postes de 7 heures sur 5 jours au lieu des 7 pour le maintien du poste en continu) et des travaux dans les ateliers. La suite dépendra de la vigilance et de la mobilisation des salariés. Et la bataille juridique s'engage pour imposer le paiement à 100 % du chômage forcé à une direction hors la loi.



Gaza écrasée sous les bombes...

Solidarité

Quelle alternative?

Israel **massacre**

**Retrouvez analyses, vidéos,
interviews, sur**

**[http://www.npa2009.org/
content/halte-au-massacre-
du-peuple-palestinien](http://www.npa2009.org/content/halte-au-massacre-du-peuple-palestinien)**

Union Européenne

Non à la paix "israélienne"

● **L'Union Européenne, et Sarkozy** portent une lourde responsabilité dans la nouvelle tragédie qui touche le peuple palestinien. Le rehaussement de l'accord d'association entre Israël et l'Union Européenne a donné le feu vert à ses dirigeants, toutes tendances confondues, pour avancer un peu plus dans ce qu'il faut bien appeler une destruction planifiée de toute possibilité d'existence d'un Etat Palestinien viable, avec une continuité territoriale. Le plan de paix de Sarkozy, c'est une paix "israélienne", avec une force d'interposition à la frontière entre Gaza et l'Egypte, ou l'aide technique et militaire (bateaux...) pour mieux "contrôler" l'arrivée de ravitaillement et d'armes à Gaza assiégée. Pas de paix juste sans reconnaissance de tous les droits nationaux des palestiniens.

**>Retrait des troupes
israéliennes et levée
totale du blocus
>Ouverture immédiate
de la frontière avec l'Egypte
>Suspension de toutes les
relations économiques,
politiques, culturelles
et sportives avec Israël.
>Droit au retour pour tous
les réfugiés et libération de
tous les prisonniers.**

● **Au moins 1300 morts, 5500 blessés, 14% des bâtiments détruits...** C'est le terrible bilan de 22 jours d'agression israélienne contre la population palestinienne de Gaza. Gaza était déjà une terrible prison à ciel ouvert, où dans l'indifférence des institutions internationales, 1,5 millions d'êtres humains sont enfermés dans 360 kilomètres carrés, privés du minimum vital : pénurie d'eau, d'électricité, de médicaments, de nourriture, de matériel scolaire... même la pêche est interdite! L'armée israélienne s'est retirée de Gaza laissant derrière elle un champ de ruines. Chaque jour, des témoignages font surgir les horreurs vécues par les familles détruites, disloquées, sur les blessés brûlés par des bombes au phosphore blanc, les corps déchiquetés par de nouvelles armes, les DIME (Dense Inert Metal Explosive) fournis par l'impérialisme américain, légitimant la demande d'une commission d'enquête sur les crimes de guerre de l'armée israélienne.

Israël a voulu présenter son agression comme une simple riposte contre la rupture de la trêve par les rockets du Hamas. Mensonge. Israël préparait cette guerre de longue date, n'a pas levé le siège de Gaza comme prévu, et a assassiné 4 militants de la résistance, prélude à la riposte du Hamas. A de rares exceptions près, les médias traitent du sujet en renvoyant dos à dos "les deux camps". Comme s'il

pouvait y avoir symétrie entre l'envoi de quelques rockets de la résistance palestinienne et le terrorisme d'état pratiqué par la quatrième plus puissante armée du monde! Notre combat n'est pas un simple combat pour la paix, contre tous les intégrismes, les religions... qui renverrait dos à dos les deux camps. Dans cette guerre, nous sommes pour la défaite d'Israël et le droit à la résistance du peuple palestinien. Contre le risque de la montée de l'anti-sémitisme, agité pour culpabiliser les manifestants pro-palestiniens, nous réaffirmons que cette guerre n'est pas un combat juif contre musulman. Avec l'Union des Juifs pour la paix qui manifestait en France contre la guerre, avec la manifestation du 3 janvier à Jérusalem, où les militants anti-guerre et anti-colonialistes juifs d'Israël manifestaient au cri de "Gaza tenez-bon, l'occupation finira", nous disons au contraire que ce sont les guerres menées par Israël et la négation des droits des palestiniens qui alimentent l'anti-sémitisme.

Israël contre les droits des palestiniens !

Enjeu et surenchère pré-électorale en Israël; Etape dans la guerre préventive contre l'Iran, qui soutient le Hamas, alors que Bush a mis son veto à un bombardement du nucléaire iranien par les avions israéliens; Crainte d'avoir les mains un peu moins libres

Israel...

Le sionisme...

Etat raciste, état colonial !

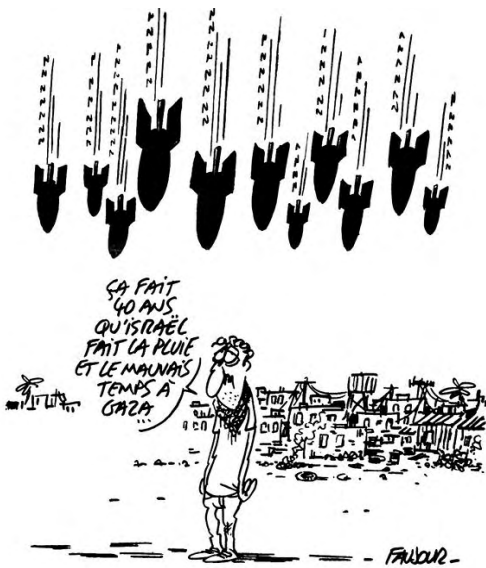
● **Un peuple sans terre pour une terre sans peuple** C'est le slogan du fondateur du sionisme Théodor Herzl en 1897. Un sionisme très minoritaire parmi les juifs d'Europe, qui participaient aux luttes sociales, démocratiques et même révolutionnaires en Europe : révolution française et conquête de la citoyenneté, affaire Dreyfus, Rosa Luxembourg et le Bund (l'Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie) qui participe à la naissance du bolchevisme en Russie... Il aura fallu le fascisme et les 5 millions de morts de la Shoah, dans la grande indifférence des démocraties occidentales et les procès de Moscou contre les "juifs" de Staline pour que le mouvement sioniste devienne majori-

taire. Il aura aussi fallu que le mouvement sioniste fasse alliance avec l'impérialisme dominant de l'époque, pour que lui soit reconnu par la déclaration Balfour de 1917 le droit à la création d'un foyer national juif en Palestine, contre l'indépendance arabe. Les colons cassent la grève syro-palestinienne de 1936. Israël sera un porte-avion américain gardant le pétrole "face à la barbarie orientale".

Un Etat colonial particulier, Israël, fondé non pas sur l'exploitation des indigènes, mais sur leur expulsion, naît en 47 (résolution 181 de l'ONU). Sachant que la Palestine n'est pas une terre sans peuple, 800 000

Palestine Solidarité...

avec la nouvelle équipe Obama; Essai de tourner la page de la défaite face au Hezbollah libanais en 2006, autant de mauvaises raisons qui ont conduit le gouvernement Kadima-Travailliste à déclencher cette nouvelle guerre contre le peuple palestinien. Mais la raison de fond de ces guerres sans fin d'Israël, c'est d'abord et avant tout la création d'un Etat juif, ethniquement pur, basé sur l'expulsion des palestiniens, et donc condamné sans fin à leur mener la guerre, sous le regard bienveillant des puissances impérialistes, USA en tête, qui a fait d'Israël son premier destinataire de l'aide financière et militaire.



La complicité de l'Onu

et des impérialismes !

Porté sur les fonds baptismaux par l'ONU et l'impérialisme, l'Etat d'Israël a toujours bénéficié de leur silence complice. Sarkozy, l'ONU, l'impérialisme américain ont toujours soutenu l'objectif israélien de détruire le Hamas "terroriste". En fait leur volonté, plus réaliste, c'est de construire en Cisjordanie et à Gaza un pouvoir palestinien qui

palestiniens sont expulsés. Une tâche éternellement recommencée, à chaque nouvelle conquête d'Israël, justifiant toujours de nouvelles guerres, le refus acharné du retour des réfugiés, le muselage des palestiniens d'Israël, la politique de peuplement par les colonies et le mur de l'apartheid, en vue d'annexer de nouveaux territoires juifs.

Face à cet Etat colonial et raciste, nous affirmons le droit du peuple palestinien à construire son Etat, sur toute partie du territoire palestinien que sa lutte aura pu libérer. Un Etat laïque et démocratique avec Jérusalem-Est pour capitale, à travers un processus d'assemblée constituante palestinienne. L'intifadah a rendu l'occupation de Gaza et de la Cisjordanie insupportable pour l'occupant. Israël a dû se retirer. Mais il essaye, avec l'aide des USA, de construire par tous les moyens un pouvoir palestinien soumis et divisé. Mais la solution des deux Etats ne règle ni la question de l'oppression d'un million de palestiniens d'Israël, ni la question des 4

renonce à la lutte palestinienne, qui accepte de servir de police au pouvoir israélien. Etranglement de Gaza, aide au bouclage de sa frontière sud avec l'Egypte, par où transitent vivres, essence, médicaments... et armes, tel est le premier volet de leur "plan de paix de soutien à Israël". Le deuxième étant, face au discrédit de Mahmoud Abbas, président de l'autorité palestinienne, de pousser à un gouvernement Hamas-Autorité palestinienne. Ils parient sur un affaiblissement et une division du Hamas. Ils veulent un Hamas apprivoisé, et ils attendent d'Israël qu'il se charge du dressage. Ainsi, une fois qu'Israël aurait administré une leçon au Hamas, l'Egypte, puis les Saoudiens et les Jordaniens, pourraient dire à ce dernier : "Vous n'avez pas d'autre choix que de coopérer avec nous; soit vous entrez dans le jeu à nos conditions, en coupant tous vos liens avec l'Iran et la Syrie, soit vous devrez affronter Israël seul, avec la possibilité qu'il vous écrase".

Le cessez-le-feu ne règle rien !

Pour desserrer l'étau contre la lutte palestinienne, pas d'autre solution que de construire une mobilisation internationale pour les droits des palestiniens, mêlant la tradition de lutte syndicale et démocratique à la colère des jeunes des quartiers, en passant par les associations de juifs contre l'occupation. C'est aussi un moyen de construire ici un front de lutte commun.



millions de réfugiés palestiniens parqués dans les camps en Jordanie, au Liban, ni la volonté d'Israël de servir de fer de lance guerrier contre les peuples de la région, condamnant les juifs d'Israël à une guerre sans fin, synonyme aussi d'austérité et d'insécurité. Pas étonnant que se développe, en Israël et chez les palestiniens, la question d'un Etat binationnel, qui ne peut se bâtir que sur les ruines d'un Israël ethniquement pur et juif. Cela suppose aussi une défaite des régimes arabes réactionnaires et de l'impérialisme US, qui ont besoin de cette base militaire en Orient. Seule une triple jonction permettra d'avancer : la lutte nationale des palestiniens -des territoires, des camps et aussi d'Israël- la lutte sociale des masses arabes, et une division de la société juive israélienne entre un Etat guerrier et colonialiste, et un espoir de paix véritable, car la destruction de la structure coloniale d'Israël ne signifie ni l'expulsion ni l'oppression des juifs d'Israël, mais au contraire la seule solution de paix durable...

Résistance...

Le Hamas... mensonges et vérités !

● **La population palestinienne de Gaza** n'a pas voté majoritairement Hamas parce qu'il agitait le Coran. C'est d'abord l'échec du processus de paix d'Oslo qui explique le succès du Hamas. Pour les palestiniens, la vie de tous les jours est un enfer. Gaza est bouclée, le mur de l'apartheid se construit, prélude à l'annexion de nouveaux territoires par Israël, les colonies se développent, chaque famille compte ses prisonniers en Israël. Le Hamas est le seul grand parti à lutter, quand l'autorité palestinienne ne parle que de négociations qui n'aboutissent jamais. Pire les services de l'autorité palestinienne coopèrent avec les services israéliens contre la résistance, emprisonnant ses militants. La corruption et l'autoritarisme de l'autorité ont aussi contribué à la discréditer. Ministres, hauts dignitaires du Fatah font des affaires (licence d'importation d'essence d'Israël, fourniture de matériaux pour construire les colonies!).

La gauche palestinienne, qui avait joué un grand rôle au moment de la première intifadah de 87, est marginalisée. Puissance d'attraction de la révolution iranienne, défaite des organisations laïques et multi-confessionnelles de gauche arabe, comme au Liban après la guerre israélienne de 82. Si la gauche palestinienne a critiqué le marché de dupe des accords d'Oslo, elle n'a pas su se présenter en alternative, se présentant souvent aux élections sur les mêmes listes que le Fatah, dont elle dénonçait la passivité et la corruption.

Si le Hamas incarne pour la rue arabe la résistance, quelle régression politique. Quelques rockets ne font pas une stratégie pour faire reculer Israël, ils soudent au contraire les juifs d'Israël derrière le colonialisme. Jamais le Hamas ne fait la jonction entre lutte nationale palestinienne et attaques sociales dont sont victimes les peuples arabes, pour faire sauter les régimes en place qui collaborent avec Israël (septembre noir 70, où le roi de Jordanie massacre les palestiniens jusqu'à camp David et la réconciliation Israël-Egypte). Enfin quand on songe qu'au cours de l'intifadah, les féministes palestiniennes avaient réuni un Parlement des femmes, pour faire des propositions de projets de loi contre la polygamie, les mariages forcés... on mesure la régression religieuse et patriarcale.

Un point pour le service public

mais le match continue!

Sous la pression contante du collectif pour une eau publique, Fabius a du annoncer le passage de l'eau banlieue sud au service public. Une claque pour Véolia et ses surprofits. Reste à contrôler les conditions de l'intégration des salariés au service public et à définir une nouvelle politique de l'eau...



DAL...

Droit au logement



● **Suite au campement** de la rue de la Banque, mené en 2007 par 374 familles, le DAL (Droit au Logement) a écopé d'une amende de 12 000 euros pour "avoir embarrassé la voie publique en y laissant traîner des objets". Cette condamnation, indigne, assimile de fait les sans-logis à des détritrus. Les engagements de l'Etat de reloger dans un délai de un an ces familles n'ont pas été tenus : 233 restent sans logement à ce jour. C'est pourquoi, un an après la première lutte, la décision de reconduire ce campement a été prise. Mais le 4 janvier, la police a réprimé avec une violence inouïe une manifestation des mal-logés sur le pont des Arts à Paris. Plusieurs personnes à l'hôpital et une main fracturée pour Jean Baptiste Eyraud, porte-parole du DAL. Cette intimidation ne nous a pas fait taire : la réquisition d'un immeuble de 40 logements a ainsi eu lieu à Toulouse, début janvier. Elle s'est soldée par une victoire, puisque la mairie a accepté de négocier avec le propriétaire pour en faire des logements sociaux. Nous exigeons le relogement des familles de la rue de la Banque et de tous les demandeurs DALO, avec libre choix de la domiciliation, le retrait de la loi Boutin, et l'abandon de toutes les poursuites engagées contre les associations et les sans-abris.

Solidarité financière : envoyez un chèque au DAL, Maison des Associations, 22 rue Dumont d'Urville, 76000 ROUEN avec au dos la mention : "12 000 euros"

Signez la pétition en ligne : <<http://www.daldax.org> Un toit, c'est un droit! Application de la loi de réquisition!

● **A partir du 1er janvier 2010**, l'eau des communes de la rive gauche (sauf Oissel) et du plateau est (secteur de Boos), ne sera plus distribuée par Véolia, mais directement par la régie publique de l'agglomération. A cette date, nous passerons donc à 71% de la population de l'agglomération desservie par la régie. Ce retour au service public, annoncé par Fabius, est une bonne nouvelle, une belle victoire pour les partisans de l'eau publique. Après des années de mobilisation, des campagnes d'information incessantes et un travail unitaire permanent, le Collectif pour une Eau Publique (dont la LCR fait partie) a pris acte de cette avancée. Les usagers concernés verront leur facture allégée, ils ne paieront que l'eau et plus les profits de Véolia. Les sommes colossales jusque-là pompées par Véolia serviront à diminuer les factures, à améliorer le service, le réseau, ou à mieux protéger la ressource.

Reste maintenant à donner au service public les moyens (en personnel et en matériel) de bien fonctionner. Dans un premier temps, il faudra veiller à ce que la régie propose de bonnes conditions de reprise aux 55 salariés qui travaillaient pour Véolia sur les secteurs remunicipalisés. Tout le monde a en effet intérêt à ce que ces salariés rejoignent la

régie, lui apportent leurs compétences et leur connaissance du réseau. Reste également à impulser une nouvelle politique de l'eau, sociale, écologique et démocratique. Le prix le plus juste pour la qualité la plus grande; une place au conseil d'administration de la régie pour les associations d'usagers et les représentants du personnel; un plan d'économie d'eau et de protection de nos captages (touchés par des pollutions d'origine industrielle ou agricole)... Voilà les objectifs qu'il faut désormais se fixer.

Reste enfin la question des communes en contrat avec des entreprises privées jusqu'en 2011 (communes de la rive droite, à l'ouest et au nord de Rouen, de Sahurs à Bihorel, en passant par Canteleu, Maromme et la vallée du Cailly) ou 2014 (Oissel). Bien sûr, il faut que ces communes reviennent au service public également. Il n'y a pas de raison pour qu'elles restent vampirisées par le privé, alors que les autres bénéficient du service public. D'ailleurs, leur intégration à la régie permettrait de nouvelles économies d'échelle et de nouvelles mutualisations de moyens, favorables à tous. La bataille n'est donc pas terminée. D'autant que le chargé de l'eau à l'agglomération reste un certain Dominique Gambier, ennemi acharné du service public.

Centre de rétention...

Rassemblement samedi 7 Février, à 15h, Oissel

Non aux prisons pour étrangers

● **Pour la fermeture des centres de rétention** L'actuelle politique d'immigration est aberrante, mensongère et inefficace. Elle n'est pas compatible avec un Etat démocratique. La durée de privation de liberté a été allongée en plusieurs étapes : de 7 jours en 1981, elle est passée à 32 jours en 2003. Une directive européenne récente prévoit de la porter à 18 mois. Depuis 2002, la machine à expulser s'est emballée. Il faut des places. Moins de 700 en 2002, près de 2000 en 2008. Au centre de rétention de Oissel, on est passé de 32 places en 2004 à 72 places en 2006. En Europe, on compte entre deux et trois cents centres "officiels" d'enfermement des étrangers. Parallèlement, des moyens considérables sont déployés pour interpel-

ler, identifier, placer en rétention et expulser les sans papiers. Les C.R.A. sont les seuls lieux où l'enfermement d'un mineur de moins de 13 ans est légalement possible.

Des familles sont séparées, perdent leurs biens, courent des risques en cas de retour (menaces politiques, problèmes de santé, etc). La chasse aux étrangers affaiblit les libertés démocratiques. Les outils de contrôles et de fichage se multiplient (fichier Schengen, Eloï, prise d'empreintes digitales, passeport biométriques...). Big Brother n'est pas loin.

>A l'initiative de RESF, du Collectif pour la Défense des Libertés Fondamentales... rassemblement devant le CRA de Oissel

Projet de loi
Hôpital patients santé et territoires

L'Hôpital étranglé au bénéfice du privé...



C'est un véritable plan de restructuration et de privatisation de l'hôpital public au profit du privé que Roselyne Bachelot veut faire voter en début février. Seul un mouvement d'ensemble peut l'en empêcher...

● Après la Poste, l'Ecole, l'Audiovisuel public, c'est le tour de l'hôpital. Début février, la ministre de la santé veut faire voter son projet de loi "Hôpitaux, patients, santé et territoires". Un véritable plan de privatisation de l'hôpital qui revêtira un double aspect. Réduire la place de l'hôpital-entreprise, et transférer une partie ses activités les plus rentables vers le privé (soins programmés, chirurgie...). Selon Sarkozy, l'hôpital est en crise, non parce qu'il manque de moyens, mais parce qu'il assure des missions qui ne seraient pas les siennes, et qu'il n'est pas géré comme une entreprise privée avec un "vrai patron". Le "remède" libéral en découle, avec la création d'agences régionales de santé (ARS), qui auront pleins pouvoirs sur les hôpitaux et les cliniques, mais aussi sur la médecine de ville et sur le secteur médico-social. Ces ARS pourront transférer des activités hospitalières (et les crédits correspondants) vers les cliniques privées, vers la médecine libérale (soins de premiers recours) ou vers le secteur médico-social (gériatrie, psychiatrie...). Mais l'inverse sera interdit!

Etranglés depuis des années par le budget global, puis la T2A (la tarification à l'activité), les hôpitaux publics seront encore davantage soumis aux

contraintes gestionnaires. Avec à leur tête des "managers" d'entreprises privées et des chefs de service payés à la rentabilité, l'hôpital devra "dégager des marges" pour financer ses investissements. Sinon il sera mis sous tutelle et contraint de se restructurer au sein de la "communauté hospitalière de territoire", qui rendra beaucoup plus facile les restructurations. Les services faisant "double emploi" seront supprimés, avec pour conséquence des milliers de disparitions de postes, des conditions de travail insupportables pour les personnels. Pour les malades, ce seront des kilomètres et des heures d'attentes supplémentaires. Les récents drames ont montré tous les risques que font courir ces évolutions de l'hôpital. La création de maisons médicales, assurant la "permanence des soins" va s'accompagner de la disparition d'hôpitaux de proximité et de leurs services d'urgence, de chirurgie et de maternité, alors qu'elles ne pourront jouer le même rôle. Et l'accès aux praticiens libéraux qui y exerceront sera suffisamment couteux pour être dissuasif pour une partie des patients. Le transfert de patients de psychiatrie ou de gériatrie vers le secteur médico-social n'a qu'un but : la diminution des coûts.

><http://www.coordination-nationale.org>

**Notre camarade
Thierry Martin...**

● **Criminalisation du mouvement social** Thierry Martin, parent d'élève, était convoqué devant le tribunal correctionnel le 7 janvier pour son soutien à la mobilisation des lycéens sur Bernay contre le CPE en 2006. Une nouvelle tentative de criminaliser le mouvement social : condamnations du DAL, poursuites contre les militants du Réseau Education Sans Frontières, contre les militants anti-OGM, ceux du réseau Sortir du Nucléaire, audition d'Olivier Besancenot, poursuites contre des lycéens...



Il y avait de l'ambiance devant le tribunal de Bernay ce mercredi. Une bonne cinquantaine de personnes avaient répondu à l'appel à la solidarité : militants Attac, Ligue des Droits de l'Homme, CGT, Solidaires, FSU, Confédération Paysanne, Verts, PCF, Parti de Gauche, PS, et bien entendu LCR et NPA. Dès 12h30, prises de parole sur la place de l'hôtel de ville, autour d'un vin chaud. A 13h30, la salle du tribunal était pleine à craquer. Nous avons d'abord assisté à quelques scènes de la justice ordinaire, qui ont confirmé, à qui en aurait douté, qu'il vaut mieux être puissant que misérable. Puis ce fut le tour de "l'affaire Martin". Les débats ont mis en évidence la vacuité du dossier, les nombreuses contradictions des accusateurs. Thierry, très à l'aise, s'est excellemment défendu, et son avocat a fait une plaidoirie très combative, avec de nombreux témoignages de moralité, dont celui d'Olivier Besancenot, pour réclamer la relaxe. Le procureur a dû reconnaître le "rôle bénéfique" joué par Thierry auprès des lycéens mobilisés contre le CPE, tout en requérant quand même une peine d'amende de 850 euros. Jugement mis en délibéré au 4 février.

CHU Rouen...

6 millions de déficit et 300 postes à supprimer

● Le **CHU de Rouen** est en déficit d'au moins 6 millions d'euros, étranglé par la tarification à l'activité. Et cela malgré la vente de l'école d'infirmière à Bouyges, de l'ancien hôpital de Oissel au groupe immobilier Icade, la cession d'un terrain de 6000 m2 dépendant de l'Hôpital de Bois-Guillaume, au groupe Méditer, qui veut y construire des lits privés de suite, et la délégation de gestion de la crèche qui sort de terre à "Crèche de France", filiale de Méditer, qui emploiera du personnel de droit privé. Le "plan de retour à l'équilibre" est l'occasion de sabrer dans l'emploi et de restructurer. L'objectif est d'abord de supprimer 300 emplois sur 7500, en ne remplaçant qu'un départ sur deux à la retraite. Mais aussi d'attaquer les RTT. D'abord dans les blocs, où certains personnels étaient encore à 38 h et 18 RTT. Malgré quelques grèves perlées, la direc-

tion a réussi à imposer aux blocs une journée de 10h et la perte de 3 Rtt. Quand il a voulu reprendre 3 Rtt aux Ash, les agents du service hospitalier, la mobilisation a démarré. Grosses assemblées de plus de 100 ASH, la DRH envahie par 150 personnes et le 20 janvier, 200 ASH et autres agents envahissaient le CTE, obligeant le nouveau directeur adjoint à reculer. Une première victoire. Reste à construire une mobilisation d'ensemble contre l'austérité, qui étrangle le CHU, le CHG du Havre, qui voit disparaître 750 emplois, la maternité publique du Belvédère, qui avec 2 millions de déficit doit faire 300 accouchements supplémentaires, sans personnel et sans salle d'accouchement en plus. Le 29 janvier, sûrement un objet de discussions dans le cortège commun des hospitaliers.

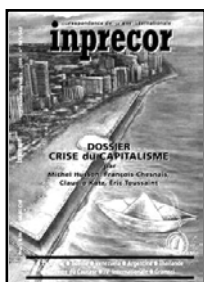
La Lettre Rouge est à vous !

Articles, agenda, infos...
Ecrivez-nous Lcr, 40 rue des
 Murs St Yons, 76 100 Rouen, ou
 mieux
lettrerouge76@wanadoo.fr



Brochure Carhaix

2 euros



Inprekor

Un numéro passionnant :
 crise du capitalisme,
 Equateur, Bolivie,
 Thaïlande, IVème
 Internationale
 9 euros

LCR

40 rue des Murs

St Yon 76100, Rouen Tél : 02

35 63 32 02 lcr-

A trois semaines du congrès de fondation...

www.npa2009.org

● **Un moment historique** Dernière ligne droite. Il ne reste que trois semaines avant le congrès national de fondation du NPA. Les premières assemblées électives se sont déjà déroulées dans un contexte particulier : la crise économique la plus grave sans doute depuis celle de 1929, cumulée à une crise écologique sans précédent provoquée par la course au profit immédiat qui met la planète en danger. À ce contexte international est venu s'ajouter l'horreur de l'agression israélienne contre la population de Gaza. En France, le climat social semble changer en profondeur, avec la mobilisation lycéenne entamée en décembre, qui marque le premier recul significatif d'un pouvoir qui avait prétendu en finir avec les grèves et les manifestations, avec la perspective de la grève interprofessionnelle du 29 janvier. Le congrès fondateur doit permettre d'affirmer le NPA comme une force crédible, porteuse d'une alternative politique globale, partie prenante du mouvement social qui se développe en posant la question essentielle : qui va payer la crise ? Les salariés, la population tout entière ou les fauteurs de crise eux-mêmes ?

Le congrès de fondation du nouveau parti anticapitaliste aura lieu les 6, 7 et 8 février. Trois jours durant, les délégués des comités du NPA venus de

toute la France décideront, en fonction des assemblées électives locales qui les ont désignés, de ce que sera notre parti. En effet, c'est au sein de ces assemblées électives qu'auront été débattus les textes fondateurs et le nom du parti. Ce sont les résultats des discussions et des votes de ces assemblées qui guideront les camarades qui participeront au congrès.

Près de 600 délégués sont attendus. Trois commissions travailleront en parallèle, afin de préparer les débats et les votes qui auront lieu en plénière.

Rien d'une grande messe. Pour que chacun puisse s'emparer des enjeux politiques, les principaux amendements discutés en commission seront présentés en plénière avec des interventions "pour" et "contre" avant chaque vote, sur la base de listes d'intervenants équilibrées et établies dans les commissions elles-mêmes. Enfin, deux groupes de travail finaliseront, à partir des candidatures remontrées lors des assemblées électives, la liste de candidats et candidates proposés pour le comité politique national (CPN), ainsi que la liste des noms proposés pour le futur parti.

CH. Ce congrès est l'acte de naissance d'une formation politique nouvelle, anti-capitaliste, indépendante du parti socialiste, qui mise avant tout sur le tous ensemble, l'auto-organisation pour affirmer qu'un autre monde est possible...



Agenda...

Jeudi 29 janvier, grève interprofessionnelle 10h, Cours Clémenceau, Rouen.

Mardi 3 février, Melville, 20h30 "Pour un instant la liberté" de Arash T. Rihahi, film suivi d'un débat animé par Resf.

Samedi 7 février 15h devant le centre de rétention de Oissel, manifestation pour la fermeture des CRA

5 fev 2009 congrès de dissolution de la LCR.

6-7-8 fev 2009, congrès de fondation du NPA

Mercredi 11 février, Réunion NPA lycées 14h, halle aux Toiles, Rouen.

Samedi 4 avril, Fête Npa, Halle aux Toiles, Rouen.

Abonnez-vous!

Nom Prénom N°
 Rue Commune
 Code postal Tél
 Email Lieu de travail ou de militantisme
 Je désire être contacté par un(e) militant(e) de la LCR - Je désire
 m'abonner à La Lettre Rouge, je verse 5 euros Renvoyer à Lettre rouge,
 40 rue des Murs St Yons, 76 100 Rouen ☐

Lettre Rouge 76

Directrice de publication : Michèle Ernès.
 Imprimerie Copie Plus,
 Av. de Bretagne Rouen.

N° CPPAP 018 P 11229
 imprimé sur papier recyclé
 Erapure 80g blanc